



***l'humain
d'abord!***

Les rendez-vous du 57

Lundi 8 juin 2015

NIMBY !

(pas de ça chez moi...)

**Libre échange autour des salles de consommation
à moindres risques, et particulièrement celle du
10ème arrondissement**

avec **Pierre Chappard,**

Coordinateur du Réseau Français de Réduction des Risques

et **Dante Bassino**

Adjoint au Maire du Xème, PCF

à 19 heures

Une fois par mois environ, les communistes du Xème vous proposent une rencontre autour d'un livre, d'une personnalité, d'un acte artistique ou d'une question politique ou culturelle...

Bar / Buffet / PAF

« Salles de conso, ni utiles ni souhaitables » ? « Ni aujourd'hui ni demain » ?

Vraiment ?

Le mot d'ordre des opposants à la création d'une « salle de consommation à moindre risque » (SCMR) est une véritable invitation à fermer les yeux sur une population en danger sanitaire.

Salle de shoot

*Les salles d'injection
supervisées à l'heure
du débat français*

Un livre de
Pierre Chappard,
Jean-Pierre Couteron

La Découverte

Mars 2013 – 12,50 €

Plusieurs années après le début des débats, les oppositions demeurent : « incitation à la drogue », « zones de non-droit » « paradis artificiels officiels » etc. Les égoïsmes individuels, le syndrome « NIMBY » (« not in my backyard » ou « pas de ça chez moi ») nourrissent ces oppositions. Les politiques publiques répressives en matière d'usage de drogue sont maintenant connues pour amplifier l'exposition au risque des usagers de drogues. La crainte d'être repérés dans l'espace public les amène à pratiquer leurs injections dans la précipitation et génère des nuisances pour le voisinage.

En France d'autres politiques réductionnistes telles qu'échanges des seringues, programmes de substitution ont fait leurs preuves dans la diminution de l'exposition au VIH et la prise en charge de certaines addictions. Les « salles de conso » en font partie, et on compte aujourd'hui en Europe près de 80 structures de ce type. Dans les pays dans lesquels elles ont été autorisées, le constat est sans appel sur les bénéfices en matière de santé publique.

Les logiques sécuritaires et de sanctions sont en échec et il est temps d'opérer un virage dans la politique de santé publique et de sécurité publique. Début avril, l'Assemblée nationale adoptait, via l'article 9 de la loi Santé, l'expérimentation de salles de consommation de drogue à moindre risque pendant six ans maximum. Pour nous, habitants et militants communistes du 10ème arrondissement, qui avons défendu ce projet depuis le début, c'est un signe fort, d'autant que la localisation de la salle prévue depuis longtemps dans notre arrondissement est enfin arrêtée.

Outre leur rôle de réduction des risques pour les toxicomanes, les SCMR auront un impact sur le quotidien des habitants, l'existence des salles entraîne mécaniquement la baisse des pratiques à risque (consommation en pleine rue, seringues abandonnées par terre...).

Devant les difficultés des pouvoirs publics à prendre en compte ces faits, comment faire évoluer les mentalités acquises aux réponses répressives en matière d'usage de drogues vers une logique préventive et d'accompagnement ?

Comment combattre les égoïsmes individuels, le syndrome « NIMBY », comment convaincre les riverains du bien-fondé d'une telle structure dans notre quartier non seulement pour les « personnes à risque » mais aussi pour eux, pour leurs enfants, et pour la tranquillité publique. En un mot pour l'intérêt général.

Cette rencontre, associant professionnels et habitants-militants du quartier, souhaite répondre aux craintes irrationnelles sur l'implantation de cette structure en apportant des réponses claires et précises sur cette expérimentation.

